

LA RÉDUCTION DES DÉPENSES SOCIALES COMME SEUL MOTEUR DU FREINAGE DES DÉPENSES PUBLIQUES ?

La Chambre des salariés tient à attirer l'attention des lecteurs de ses Econews sur des développements faits par le Statec dans sa récente note de conjoncture.

Le Statec note dans un premier temps que **la progression des dépenses publiques évolue plutôt à la baisse depuis 2006**, tant en termes nominaux [-1,1 point entre la période 1990-2006 et 2007-2011] qu'hors inflation [-0,9 point entre les deux périodes].

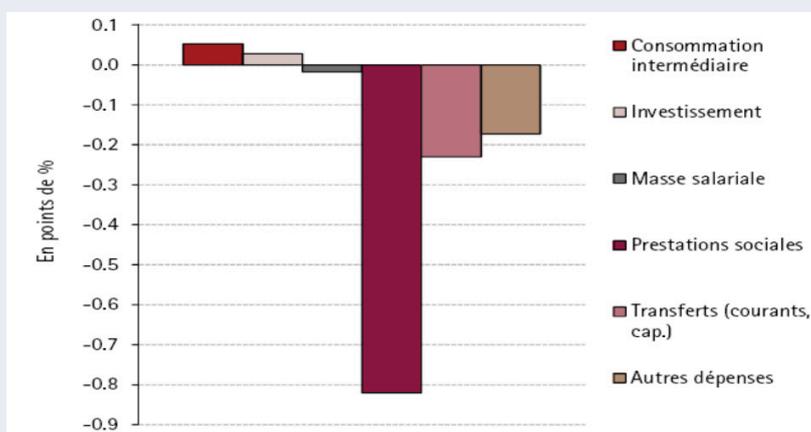
Évolution en %	1990-2006	2007-2011	2013-2015
Total des dépenses nominales	7,7	6,6	5,1
Total des dépenses réelles	5,3	4,4	2,7

Source : Statec, NDC 1/2012

Ce freinage des dépenses se poursuivrait même au cours de la prochaine période de prévision, en moyenne autour de 2,7% l'an en termes réels et à politique inchangée, soit hors mesures budgétaires notifiées à Bruxelles en avril 2012.

Si l'on examine, pour la période 2007-2011, la contribution des principales composantes de la dépense publique au freinage de cette dernière (en termes réels), le Statec fournit une image claire, nette et précise : *« Il n'y a pas de doute : la principale composante responsable de ce ralentissement est constituée par les prestations sociales »*.

Contributions au freinage des dépenses publiques 2007-2011 *



* : Grille de lecture : les prestations sociales ont généré 0.8% point de % du freinage des dépenses publiques *réelles* sur la période 2007-2011, par rapport à la période 1990-2006

Source : Statec, NDC 1/12



Si les dépenses totales ont connu une croissance inférieure de 0,9 point de % par rapport à la période d'observation précédente, les prestations sociales tant en nature qu'en espèces y contribuent, à elles seules, pour 0,8 point de % ! Le Statec fournit un des principaux éléments explicatifs : « *la désindexation des prestations familiales (c'est-à-dire la déconnexion de l'échelle mobile) à partir de 2006, ces dernières comptant pour environ 1 mia EUR c.-à-d. quelques 10% des prestations sociales totales* ».

Si d'autres composantes ont également participé au freinage des dépenses réelles (transferts courants, subventions, etc.), les dépenses de fonctionnement et d'investissement auront par contre exercé un effet inverse sur la réduction de la croissance des dépenses entre les deux périodes, même s'il est inférieur à 0,1 point de % par catégorie.